**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse
**Band:** 132 (1987)
**Heft:** 1

**Artikel:** Mai 1940 : une étude
**Autor:** Aerny, Francis
**DOI:** https://doi.org/10.5169/seals-344748

**Nutzungsbedingungen**
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

**Conditions d'utilisation**
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

**Terms of use**
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 12.07.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch**

# Mai 1940

**Une étude de Francis Aerny**

### Avertissement

Il ne s'agit pas ici de retracer une fois de plus des événements connus mais, au cours d'un rapide survol de l'époque, de dégager les éléments qui constituent le fil conducteur. En outre, nous avons choisi arbitrairement de renoncer à relater les conséquences de mai 1940.

Les événements s'enchaînent les uns aux autres par des relations de cause à conséquences et il faut remonter à l'armistice de 1918 pour les comprendre.

## L'armistice et le traité de Versailles

### L'armistice

A partir de juillet 1918, l'armée allemande ne cesse de reculer comme, en 1914, les Français reculèrent jusqu'à la Marne. Mais, en 1914, les Alliés reculaient sur leur propre territoire tandis que, en 1918, les Allemands battaient en retraite sur le sol adverse. Quand l'armistice sera conclu, l'armée allemande sera encore à Strasbourg, à Metz, à Sedan, à Bruxelles et à Anvers. Le territoire allemand n'a donc pas été envahi.

Le 29 septembre 1918, le chef de l'EMG, Ludendorff, déclare au Kaiser qu'il faut conclure un armistice et qu'il doit abdiquer pour éviter la révolution. Les éléments militaires qui justifient la demande de Ludendorff sont la baisse du moral des troupes allemandes, l'afflux de troupes américaines, l'avance de l'armée de Salonique et l'épuisement de l'Autriche-Hongrie qui ne tardera probablement pas à poser les armes.

Le 3 novembre, une mutinerie éclate dans la flotte allemande, des soviets de marins se forment. Trois jours plus tard, Munich se rebelle à la suite de Kurt Eisner, le 9 novembre, la révolte éclate à Berlin, Guillaume II abdique. C'est un gouvernement socialiste qui demandera l'armistice et le signera et il se prévaudra du rétablissement de la démocratie en Allemagne.

Ces faits contribuent à répandre, en Allemagne, la légende que l'Allemagne n'a pas été vaincue par les armes mais poignardée dans le dos par la révolution.

### Le traité de Versailles

C'est un pur produit du puritanisme anglo-saxon incarné par le président Wilson. Le traité devait s'inspirer de considérations morales. En outre, il faut rappeler que, peu après sa signature, les Etats-Unis cesseront de s'intéresser à l'Europe et que l'Angleterre, ayant vu ses revendications immédiatement satisfaites (élimination de la flotte allemande) voyait en la nouvelle Allemagne un futur parte-

naire économique. La thèse des Anglo-Saxons défendue par Keynes – il faut relever rapidement l'Allemagne – n'enthousiasmait par les Français. Le traité de Versailles doit être examiné en tenant compte de ces éléments.

1. Contrairement aux usages, le texte du traité fut établi hors de la présence des Allemands; ils ne participèrent pas aux discussions. Une fois le texte final établi, on le soumit aux Allemands en leur déclarant que c'était à prendre ou à laisser et qu'on admettrait tout au plus quelques remarques sur des questions de détail. A juste titre, les Allemands appelèrent ce traité le Diktat, ce qui, joint aux remarques faites à propos de l'armistice, a donné aux vaincus le sentiment qu'ils avaient été traités injustement.

2. L'article 231 du traité dit: «Les gouvernements alliés et associés déclarent, et l'Allemagne reconnaît, que l'Allemagne et ses alliés sont responsables, pour les avoir causés, de toutes les pertes et de tous les dommages subis par les gouvernements alliés et associés et leurs nationaux, en conséquence de la guerre qui leur a été imposée par l'agression de l'Allemagne et de ses alliés.»

Le traité se veut moral et juste. Il doit y avoir un coupable et ce coupable n'est pas le gouvernement allemand mais le pays, c'est-à-dire tous les Allemands. C'était inadmissible pour les Allemands pris individuellement.

3. Puisque l'Allemagne est coupable, l'Allemagne doit payer. Elle a deux ans pour payer une première indemnité de vingt milliards de mark-or. Pendant ce délai, les Alliés établiront la facture définitive qui sera réglée en trente annuités. C'est d'abord un chèque en blanc (bien que les Allemands soient admis aux discussions portant sur le montant dû) et condamner l'Allemagne à payer un tribut au-delà de 1950!

4. L'Allemagne doit restituer les territoires suivants: l'Alsace et la Lorraine, Eupen et Malmédy, la Posnanie et la Pomérélie (corridor polonais). La Prusse orientale, berceau de la Prusse et Koenigsberg, patrie de Kant, seront une enclave en territoire étranger. Les sacrifices les plus douloureux sont faits à l'Est, où il n'y a qu'un vide militaire.

5. La rive gauche et une partie de la rive droite du Rhin seront démilitarisées. Le territoire sis à l'ouest du fleuve sera occupé pendant quinze ans à titre de garantie de l'exécution du traité; cette occupation pourra être allégée de cinq ans en cinq ans si l'Allemagne se conduit bien. L'armée allemande sera réduite à 100 000 hommes et il lui est interdit de posséder des avions militaires. La flotte ne comprendra que six cuirassés et six croiseurs. Le surplus sera livré à l'Angleterre. Les navires allemands se présentèrent à Scapa Flow, comme prévu, et ils se sabordèrent. Ce fut un deuil national, mais aucun amiral ne passa en jugement...

6. Il était juste et moral que les Allemands puissent vivre ensemble dans le même pays. C'est alors que se

posa la question de l'Autriche et des Sudètes. Après discussions, les Alliés renoncèrent à les attribuer à l'Allemagne parce que ce serait encourager l'agression et parce que l'Allemagne, dès qu'elle devenait trop grande, se conduisait mal.

7. L'Autriche-Hongrie, complice, devait être dépecée dans un autre traité. Cet exercice de haute voltige intellectuelle aboutit à la création d'une Tchécoslovaquie de quinze millions d'habitants qui comptait plus de trois millions de Slovaques,autant d'Allemands, sept cent mille Hongrois sans parler de la centaine de mille d'Ukrainiens. La Tchécoslovaquie opta pour un gouvernement centralisé et, en 1919, s'empara du district polonais de Teschen.

Ainsi, ce traité aboutissait à laisser au centre de l'Europe une masse de soixante millions d'habitants entourée par une poussière d'Etats entre lesquels et au sein desquels on s'était ingénié à semer les germes de discorde. Face à l'Allemagne, il ne restait que la France avec ses quarante millions d'habitants.

Cette haine des Habsbourg, chez certains Français, surprend. Récemment, l'impératrice Zita a déclaré que, pour les Habsbourg, il ne faisait aucun doute que Clemenceau ait été mêlé d'assez près au drame de Mayerling, pour déstabiliser l'Empire. Au milieu du XVIII^e^ siècle, les intellectuels français ont découvert la grandeur de la politique de Richelieu; mais ils n'ont pas vu que les circonstances avaient changé. Pour eux, l'Autriche était obscurantiste et la Prusse progressiste. Louis XV avait vu que l'Autriche était devenue conservatrice tandis que la Prusse constituait le nouveau péril pour la France. Il procéda au célèbre renversement des alliances sous les huées et quolibets des beaux esprits. Marie-Antoinette fut l'Autrichienne, crime impardonnable, et on le lui fit bien voir. Napoléon lui-même ménagea longtemps la Prusse. 1870 ne suffit pas à ouvrir les yeux des Jacobins. Il a fallu la catastrophe de 1939 pour qu'on commence à comprendre que l'Autriche-Hongrie avait un rôle de contrepoids au cœur de l'Europe. Vingt ans d'histoire sont inscrits dans ce malheureux traité. En 1920 déjà, un Jacques Bainville, dont on disait qu'il aurait dû être le ministre des Affaires étrangères de la France, le prévoyait dans son ouvrage *Les conséquences politiques de la paix*. Les événements lui donnèrent raison. La République de Weimar perçut fort bien que l'article 231 était la clef de tout le système et Stresemann demanda en vain son abrogation. Alors les Allemands mirent leur espoir ailleurs.

## De 1920 à 1933

### La politique de rigueur

Seule face à l'Allemagne, la France pensait avoir le choix entre deux politiques: s'en tenir au traité et le faire

respecter ou se réconcilier avec l'Allemagne. Elles furent appliquées successivement dans cet ordre. Quant à l'Allemagne, mise au ban des nations, elle se rapprocha discrètement d'un autre pays dans la même situation qu'elle et, soudain, en 1922, ce fut la signature du traité de Rapallo avec l'URSS. Pour tenter d'échapper au paiement intégral des réparations, l'Allemagne se mit en état de non-paiement; le timbre-poste se payait en millions de marks. L'économie s'enrichit en plaçant ses devises à l'étranger et l'Etat se ruina par une inflation galopante, ce qui permit au gouvernement de demander un moratoire. La France qui avait tant répété que l'Allemagne paierait ne pouvait accepter cette situation et elle réagit immédiatement, soutenue par la Belgique et l'Italie. Elle occupa la Rhénanie (1923). Les Allemands répliquèrent par l'arrêt des usines et des trains. Les Français prirent la chose en main et remirent en route, tant bien que mal, usines et trains. Cet acte d'autorité provoqua un beau tollé en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Sentant que la partie était perdue, Stresemann, qui venait de parvenir au pouvoir, proclama la fin de la résistance passive et reprit fermement le gouvenail en main: échec du putsch Hitler-Ludendorff à Munich, échec des tentatives de créer une République rhénane et une République du Palatinat. Le paiement des réparations reprit en 1923.

L'année suivante, le Cartel l'emporta aux élections françaises.

**La politique de réconciliation**

Le centre gauche va opter pour une politique de rapprochement avec l'Allemagne, sans se rendre compte qu'elle était impossible tant que le traité de Versailles n'était pas abrogé. On a célébré l'esprit de Locarno (1925) mais ce traité comme l'entrevue de Thoiry en 1926 ne furent possibles que parce qu'on laissa les choses dans l'ambiguïté.

... «C'est que la réconciliation avait été tentée avec irréflexion, hâte et imprudence. Il sautait aux yeux que, pour les Allemands, Locarno n'était pas seulement l'oubli du passé mais l'annulation de ce qui, pour eux, rend ce passé à toutes les heures présent, c'est-à-dire les conséquences de leur défaite, le traité de Versailles. La réconciliation, ils l'avaient comprise ainsi et c'est ainsi qu'ils devaient la comprendre. L'aurions-nous comprise autrement après le traité de Francfort?»

Ou encore:

«Si ce paragraphe fondamental tombe (l'article 231 dont les Allemands demandaient la revision), si l'Allemagne est reconnue innocente, il est évident que les réparations restent en l'air. Elles sont privées de leur support juridique... Ce n'est pas tout, la responsabilité de l'Allemagne ne justifie pas seulement les réparations mais l'ensemble du traité de Versailles... Les exigences de l'Allemagne ne cesseront jamais de croître. Un jour viendra où elle exigera tant qu'il

faudra dire non. Et ce jour-là ressemblera comme un frère à celui de l'année 1914, où la guerre fut déclarée...» (Ces deux textes sont extraits de *Couleurs du Temps*, de J. Bainville, paru en 1928).

La République de Weimar a obtenu un léger aménagement des réparations, l'admission de l'Allemagne à la SdN et l'évacuation précoce de Mayence. C'est peu. Un autre régime proposera de faire mieux.

Le monde industriel connaît une crise économique, le chômage, la montée du protectionnisme, l'inflation. En 1930, moins de trois mois après l'évacuation définitive de la Rhénanie, cent sept députés nazis entrent au Reichstag et en janvier 1932 s'ouvre la Conférence du désarmement, sinistre comédie où chacun désire voir l'autre désarmer. L'un réclame la diminution des effectifs des armées de terre, l'autre veut limiter le nombre des navires de guerre. Le «arrière les canons» de Briand n'inquiète nullement les Allemands car ce ne sont pas eux qui ont une forte armée. L'Allemagne obtient la fin des réparations moyennant paiement d'un reliquat. Le général Schleicher, parvenu au pouvoir, commence discrètement à réarmer son pays. Un léger recul des voix hitlériennes au cours d'une élection fait illusion. Léon Blum écrit, dans le Populaire du 8 novembre 1932: «Hitler est désormais exclu du pouvoir; il est même exclu, si je puis dire, de l'espérance du pouvoir».

## La marche à la guerre: 1933-1939

De cette époque, on a pu dire que la France glissait dans le désarroi et l'inconscience (Jacques Chastenet). Roger Céré relève: «La France et l'Angleterre, qui ont laissé l'Allemagne réarmer en 1935, occuper la Rhénanie en 1936, l'Autriche en 1938, mutiler puis détruire la Tchécoslovaquie en 1938 et 1939, ... l'URSS qui a signé le Traité de 1939 avec le Troisième Reich, la République des Etat-Unis qui est restée passive, tous ces Etats ne sont pas partis en guerre contre les dictatures au nom du droit et de la morale, mais au contraire contraints et forcés...» La conscription exige qu'on fournisse aux combattants un idéal élevé même si la réalité et plus terre à terre.

La simple chronologie des événements, dans sa sécheresse, est plus parlante que bien des commentaires.

### Les étapes

1930: 107 nazis élus au Reichstag.

1932: 2 février, ouverture de la conférence du désarmement.
10 avril, Hindenburg est élu président de l'Allemagne par 19 millions de voix contre 13 millions à Hitler.
Eté, conférence de Lausanne et fin des réparations.

1933: 30 janvier, Hitler devient chancelier.

23 mars, il reçoit les pleins pouvoirs.
19 octobre, l'Allemagne quitte la SdN.

1934: 25 juillet, assassinat par les nazis du chancelier autrichien Dollfuss; Mussolini envoie plusieurs divisions sur le Brenner et déclare prendre l'Autriche sous sa protection; l'Anschluss est remis à des jours meilleurs.
2 août, mort de Hindenburg, Hitler devient chef de l'Etat allemand.

1935: 16 mars, l'Allemagne rétablit le service militaire obligatoire en violation du Traité de Versailles.
3 octobre, l'Italie envahit l'Ethiopie; condamnée par la France et l'Angleterre, elle se rapproche de l'Allemagne.

1936: 7 mars, remilitarisation de la Rhénanie.
14 juin, l'Allemagne cesse de payer les réparations (la conférence de Lausanne a stipulé que les réparations seraient abolies après paiement d'un reliquat forfaitaire de trois milliards de marks, ce que l'Allemagne refusa de payer ce 14 juin.
17 juillet, insurrection militaire en Espagne.

1937: 6 novembre, l'Italie, après le Japon, adhère au pacte antikomintern.
12 décembre, l'Italie quitte la SdN.

1938: 13 mars, les troupes allemandes pénètrent en Autriche et l'Anschluss est proclamé.
24 avril, Henlein formule les revendications des Sudètes.
30 septembre, accord de Munich.
1er octobre, la Pologne occupe le district de Teschen.
24 octobre, Hitler rouvre la question de Dantzig et du corridor polonais (en s'adressant au gouvernement polonais).
2 novembre, un arbitrage germano-italien octroie à la Hongrie une partie de ses revendications territoriales à l'égard de la Tchécoslovaquie.

1939: L'Allemagne revendique le droit à un empire colonial.
14 mars, la Slovaquie et l'Ukraine subcarpathique proclament leur indépendance.
15 mars, les Allemands occupent Prague et créent le protectorat de Bohême-Moravie.
22 mars, annexion de Memel au Reich.
8 avril, l'Italie envahit l'Albanie.
22 mai, alliance militaire entre l'Allemagne et l'Italie.
23 août, signature du pacte de non-agression entre l'Allemagne et l'URSS.
1er septembre, l'Allemagne envahit la Pologne
3 septembre, début des hostilités entre la France et l'Angleterre et l'Allemagne en vertu des garanties accordées à la Pologne.

## Munich

Depuis 1933, la France n'a plus de politique allemande, elle subit et se borne à des protestations. Or, on le sait aujourd'hui, si la France avait mobilisé ses troupes, Hitler aurait reculé, du moins jusques et y compris la remilitarisation de la Rhénanie. Elle aurait été seule à réagir, mais cela aurait suffi car l'Allemagne n'était pas prête, le rétablissement du service militaire obligatoire ne datant que d'un an à peine. En 1938, la situation avait changé; la France se serait toujours trouvée seule, mais l'Allemagne avait alors une armée solide, qui ne cessait de se renforcer car les usines d'armement travaillaient sans relâche alors que la France avait introduit la semaine de quarante heures.

Lors de l'affaire de Tchécoslovaquie, en septembre 1938, la France appelle d'abord 275 000 réservistes sous les drapeaux puis porte ce nombre à 400 000. Hitler, qui refusait toute discussion jusque-là, recule et accepte de discuter. Cela se terminera par les accords de Munich. Fallait-il signer cet accord?

La mobilisation des réservistes avait provoqué quelques désordres. Les Français ne voulaient pas la guerre et, à son retour de Munich, Daladier fut applaudi. L'état-major n'avait pas caché au président E. Daladier que l'armée n'était pas prête et qu'elle manquait de matériel. Léon Blum, dans le *Populaire* du 1er octobre 1938, écrivait: «Il n'y a pas un homme et pas une femme en France pour refuser à N. Chamberlain et à E. Daladier leur juste tribut de gratitude. On peut reprendre son travail et retrouver son sommeil. On peut jouir de la beauté d'un soleil d'automne.» Enfin Munich donnait un répit de dix-neuf mois à la France pour rattraper son retard en matière d'armement. Il reste à savoir comment le Front populaire alors au pouvoir a utilisé ce délai.

## Avant la bataille

Le 3 septembre 1939, lors de la déclaration de guerre, les Alliés pouvaient engager, une fois la mobilisation achevée, des forces à peu près égales à celles de l'Allemagne. Mais la France puisait les siennes dans un réservoir de 42 millions d'habitants tandis que le Reich comptait 80 millions d'habitants. L'effectif des troupes est un élément. Leur armement, leur préparation, leur mentalité, la valeur du haut commandement jouent également un rôle important. En 1939, une seule arme était prête à tous points de vue: la marine. Grâce à l'amiral Darlan, elle était parvenue à un haut niveau, niveau rarement atteint au cours de l'histoire de France. En outre, la Grande-Bretagne ne disposait, dans l'immédiat, que de quatre divisions.

L'Allemagne disposait de 103 divisions; 59 étaient massées face à la Pologne et 44 divisions étaient sur la défensive face à l'Ouest. Les sept

divisions blindées allemandes étaient toutes concentrées sur le front polonais.

La France alignait 94 divisions, 82 au Nord-Est, 3 dans les Alpes et 9 en Afrique du Nord. A ces forces s'ajoutaient 4 divisions britanniques. Les Alliés disposaient donc, à fin septembre, de 86 divisions sur le front Nord-Est alors que l'Allemagne n'en avait que 44. Mais les divisions engagées en Pologne n'allaient pas tarder à arriver en renfort. Quant à l'armée d'Orient que le gouvernement voulait créer, elle était inexistante. Quand son chef, le général Weygand, arriva à Beyrouth le 30 août 1939, il trouva dix bataillons d'infanterie dont sept étaient utilisables. Leur équipement était non seulement désuet mais notoirement insuffisant. Le déficit était de 50% pour les mitrailleuses et les canons antichars.

A la veille de l'attaque allemande du 10 mai 1940, les Allemands disposaient de 136 divisions sur le front Nord-Est, dont 10 divisions blindées. Les Français alignaient 94 divisions auxquelles il faut joindre 2,5 divisions polonaises, 11 divisions britanniques, 20 divisions belges et 8 divisions hollandaises, ce qui fait au total 135,5 divisions.

L'Allemagne disposait de 2600 chars modernes répartis en dix divisions blindées. Les Alliés disposaient de 2300 chars dont une partie était moderne; 40% de ces chars formaient des divisions cuirassées tandis que le solde était réparti dans les grandes unités. En matière d'aviation, l'Allemagne disposait de 1300 chasseurs et de 1360 bombardiers, tous modernes. Les Alliés leur opposaient 750 chasseurs français et 150 bombardiers français et 450 avions anglais basés en France. A part quelques unités, les bombardiers français étaient anciens et lents[1].

## La répartition des forces le 9 mai 1940

Le dispositif allié comprend trois groupes d'armées échelonnées de la mer à Bâle. On a:

*Groupe d'armées 1:* de la mer à Longwy, général Billotte, 41 divisions.

VII^e^ armée, général Giraud, de la mer à Lille, 7 divisions;

Corps expéditionnaire britannique, Lord Gort, 10 divisions, pas de chars lourds, Lille;

I^re^ armée, général Blanchard, face à la Belgique, 10 divisions;

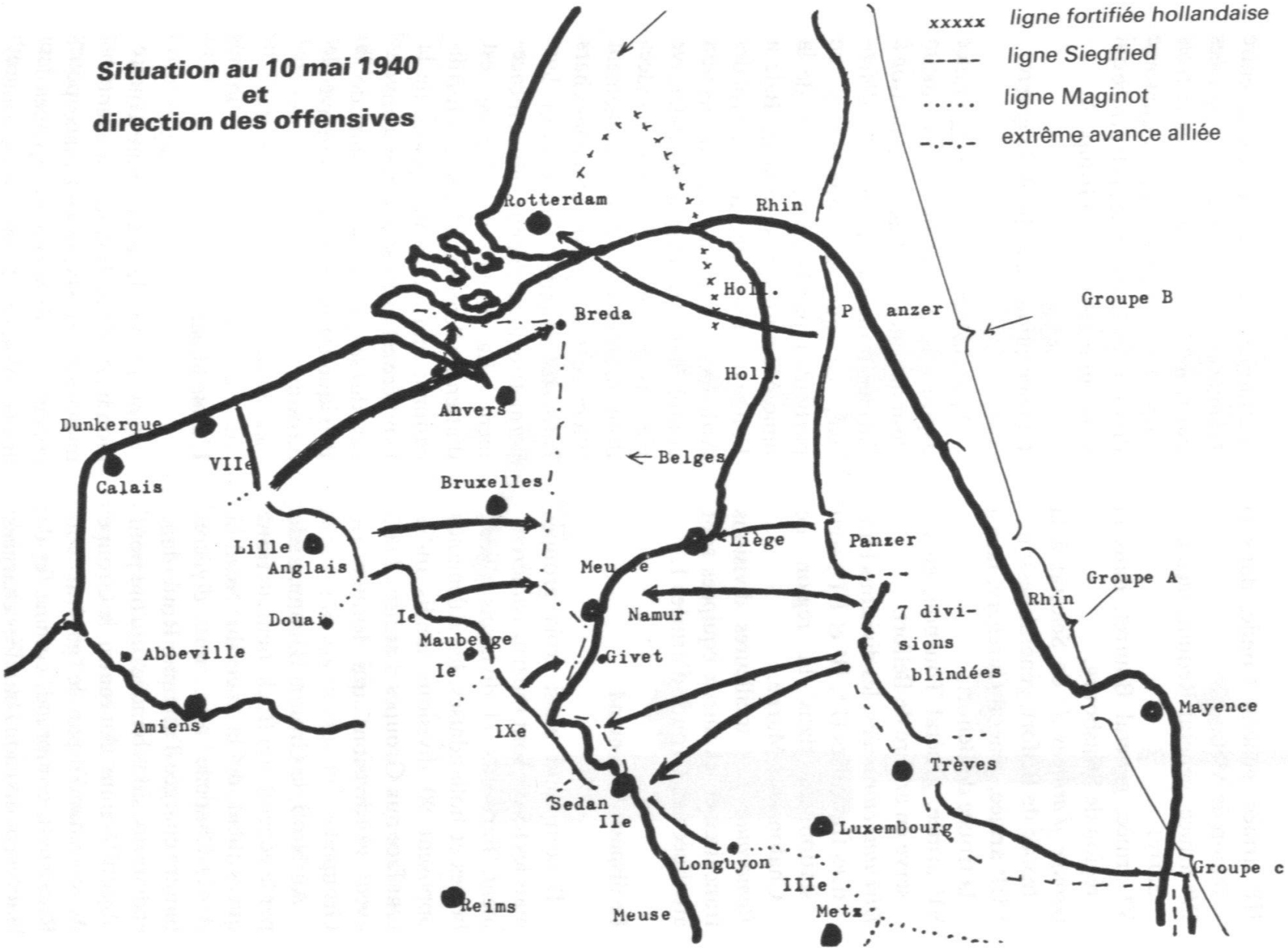
IX^e^ armée, général Corap, face à la trouée des Ardennes, 9 divisions;

II^e^ armée, général Huntziger, face à la trouée d'Arlon, 5 divisions.

*Groupe d'armées 2:* de Longwy à Sélestat, général Préfelat, 36 divisions.

Ce groupe est massé derrière la ligne Maginot et comprend peu de divisions d'active.

[1]: Ces renseignements sont extraits du *Grand Larousse encyclopédique*, édition de 1962.


Situation au 10 mai 1940
et
direction des offensives
xxxxx ligne fortifiée hollandaise
----- ligne Siegfried
..... ligne Maginot
-.-.- extrême avance alliée
Rotterdam
Rhin
Breda
Anvers
Dunkerque
Calais
VIIe
Bruxelles
Belges
Lille
Anglais
Douai
Ie
Maubeuge
Ie
Abbeville
Amiens
IXe
Liège
Panzer
Namur
Givet
7 divi-
sions
blindées
Groupe B
Groupe A
Rhin
Mayence
Trèves
Sedan
IIe
Luxembourg
Longuyon
IIIe
Metz
Groupe c
Reims
Meuse

III$^{e}$ armée, général Condé, dans la région de Metz;
IV$^{e}$ armée, général Réquin, face à la Sarre;
V$^{e}$ armée, général Bourret, dans la région de Strasbourg.
*Groupe d'armées 3:* de Sélestat à la trouée de Belfort, général Besson.
VIII$^{e}$ armée, général Garchery, face à la trouée de Belfort;
VI$^{e}$ armée, général Touchon, en réserve en arrière de Belfort.
*Divisions cuirassées:* les divisions blindées françaises (I$^{re}$, II$^{e}$ et III$^{e}$) sont stationnées dans la région de Chalons-sur-Marne.
*Remarque:* Les meilleures divisions françaises et les mieux équipées sont attribuées au Groupe d'armées 1.

**Le dispositif allemand**

Il comprend aussi trois groupes mais les forces sont réparties différemment. Face aux 71 divisions alliées, belges et hollandaises, les Allemands opposent 90 divisions tandis qu'ils font face aux Groupes d'armées 2 et 3 avec 40 divisions qui forment le Groupe C.

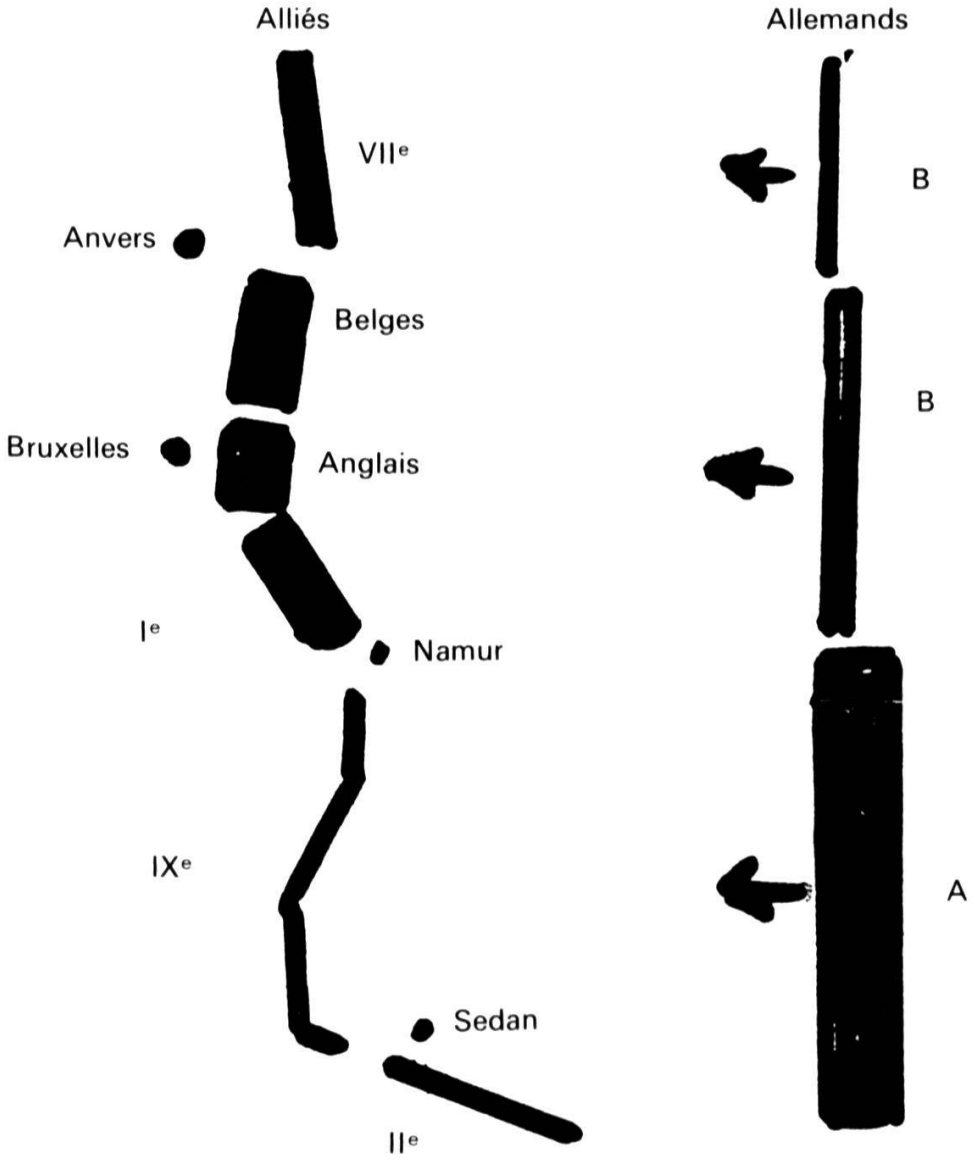
Au Nord, le Groupe B, commandé par le général von Bock, tient un front qui s'étend de la mer du Nord à Aix-la-Chapelle avec une division blindée chargée d'attaquer Rotterdam et deux divisions blindées qui ont pour objectif Namur. Au centre, le Groupe A, commandé par le général von Rundstedt, comprend, comme fer de lance, sept divisions blindées chargées d'attaquer par les Ardennes, entre Namur et Sedan. Elles sont appuyées par trois divisions motorisées et trois corps d'armées. Ce sont les quatorze divisions de la IX$^{e}$ et de la II$^{e}$ armée qui vont subir l'assaut de Groupe A.

**La conception française de la guerre**

Après la victoire de 1918, la France aspire à la paix et ne nourrit aucun désir de conquête. Aussi assigne-t-on à l'armée française une mission défensive, ce qui se concrétisera en particulier par la construction de la ligne Maginot qui s'étend de Bâle à Longuyon. On estime que le massif des Ardennes constitue une protection complémentaire. Une armée défensive n'a pas besoin de divisions blindées dont la mission est essentiellement offensive. On répartira donc les chars entre les grandes unités pour leur permettre de se défendre plus efficacement. La tâche de l'armée est d'attendre l'ennemi à l'abri des fortifications; mais seule une partie de la frontière est fortifiée et le fait d'envisager de se porter au secours de la Belgique est en contradiction avec la mission.

**L'arme blindée**

Après la fin de la Première Guerre mondiale, deux hommes avaient eu une vision assez large, en France, pour concevoir ce dont étaient capables des armées blindées: le général Estienne et




le colonel Doumenc. Ce dernier, en 1927, dans un exposé fait au Centre des hautes études militaires, à la demande du général Weygand, décrivit l'action d'une armée blindée. Le général Estienne avait aussi fait, en 1920 déjà, un de ces exposés prophétiques.

Par la suite, l'idée trouva un autre promoteur en la personne du futur général de Gaulle. Mais il la lia, dans une vision prophétique, à l'institution d'un corps de bataille de métier. C'était prématuré et, aujourd'hui encore, la complexité des engins modernes n'a pas atteint un niveau tel pour nécessiter une armée de professionnels.

L'apport allemand, le trait de génie, fut l'adjonction du bombardier en piqué. Le combat de la tête de pont d'Abbeville, à fin mai 1940, en est une illustration. Le colonel de Gaulle, qui commande la 4e division cuirassée, est chargé de liquider cette tête de pont allemande. Elle est défendue par de

l'infanterie et de l'artillerie. De Gaulle dispose de 140 chars en état de marche, de six bataillons d'infanterie et de six groupes d'artillerie. En trois jours, il reconquiert une bande de terrain de 14 km de large; mais l'artillerie adverse se montre redoutable et l'infanterie allemande a reçu des renforts. Il doit se retirer; il ne lui reste que 34 chars en état de marche.

**Les divisions cuirassées françaises**

En juin 1936, le général Gamelin obtient la création de douze bataillons de chars lourds B. Lorsque la guerre éclate, seuls trois bataillons sont constitués. Le 3 décembre 1938, le Conseil de la guerre décide la création de deux divisions cuirassées. Elles n'entreront en service que le 15 janvier 1940 et n'auront, respectivement, que 120 et 169 chars alors que les divisions blindées allemandes en comptent 350. L'infanterie et l'artillerie d'accompagnement seront moins importantes que dans les divisions allemandes et l'infanterie française est transportée par camions alors que les soldats allemands ont à leur disposition des véhicules tout terrain. Une troisième division cuirassée est en voie de formation lors de l'attaque allemande et la 4e sera une improvisation faite en pleine bataille. 60% des chars disponibles sont affectés à d'autres tâches.

**Les chars**

La France disposait de deux types de chars modernes entrés en service en 1938 mais réalisés à l'état de prototypes bien antérieurement (1930 pour le char B). Le Somua était un char moyen de 20 tonnes équipé d'un canon de 47 et d'une mitrailleuse; c'était un des chars les plus rapides de l'époque. Le char B, de 34 tonnes, fortement blindé, était équipé de deux canons (47 et 75) et de deux mitrailleuses. Mais sa vitesse était faible, son autonomie insuffisante et sa direction se révéla fragile à l'usage. Au 10 mai, seuls 270 chars B étaient disponibles. Le commandant Lyet note que, entre le 10 mai et le 25 juin 1940, les usines françaises livrèrent 530 chars modernes mais incomplètement équipés, car les tourelles étaient usinées dans le Nord de la France.

L'armée allemande était équipée du célèbre Panzer IV. C'était un char de 20 tonnes avec un blindage de 30 mm à l'avant, de 20 mm sur les côtés et à l'arrière et de 10 mm sur le toit. Il était équipé d'un canon de 75 et de deux mitrailleuses. Il pouvait atteindre la vitesse de 40 km/h et avait une autonomie de 200 km sur route et de 130 km en terrain varié.

**L'impréparation française**

Dans une intervention à la Chambre des députés, en 1938, Paul Reynaud releva que la France avait dépensé 372 milliards pour son armée depuis 1918, c'est-à-dire plus qu'aucun autre pays, et que, malgré cet effort, elle était en retard dans le

domaine des armes modernes: avions, canons antiaériens et chars.

Quand Raoul Dautry fut nommé ministre de l'armement en 1939, il n'y avait aucun plan établi. Il fallut commencer par créer les instruments de travail et chercher la main-d'œuvre spécialisée. Lors de la mobilisation, l'effectif des usines Renault passa de 30 000 ouvriers à 8 000. Il fallut libérer quelques dizaines de mille ouvriers.

Pour défendre le passage de la Meuse, une seconde ligne de défense avait été prévue; elle n'existait qu'à l'état embryonnaire. Quant à l'aviation, elle était insuffisante, surtout en ce qui concerne les bombardiers et comptait encore trop d'appareils démodés. Elle ne put suffire à la tâche et plus d'une fois les fantassins maudirent le ciel désespérément vide d'avions français.

Comme le relevait Paul Reynaud, on n'avait pas lésiné sur les crédits, mais le résultat ne fut pas à la hauteur. Enfin, le choix de Gamelin comme généralissime fut une erreur. On pourrait citer d'autres exemples de ce manque de préparation. La dilution des responsabilités y contribua.

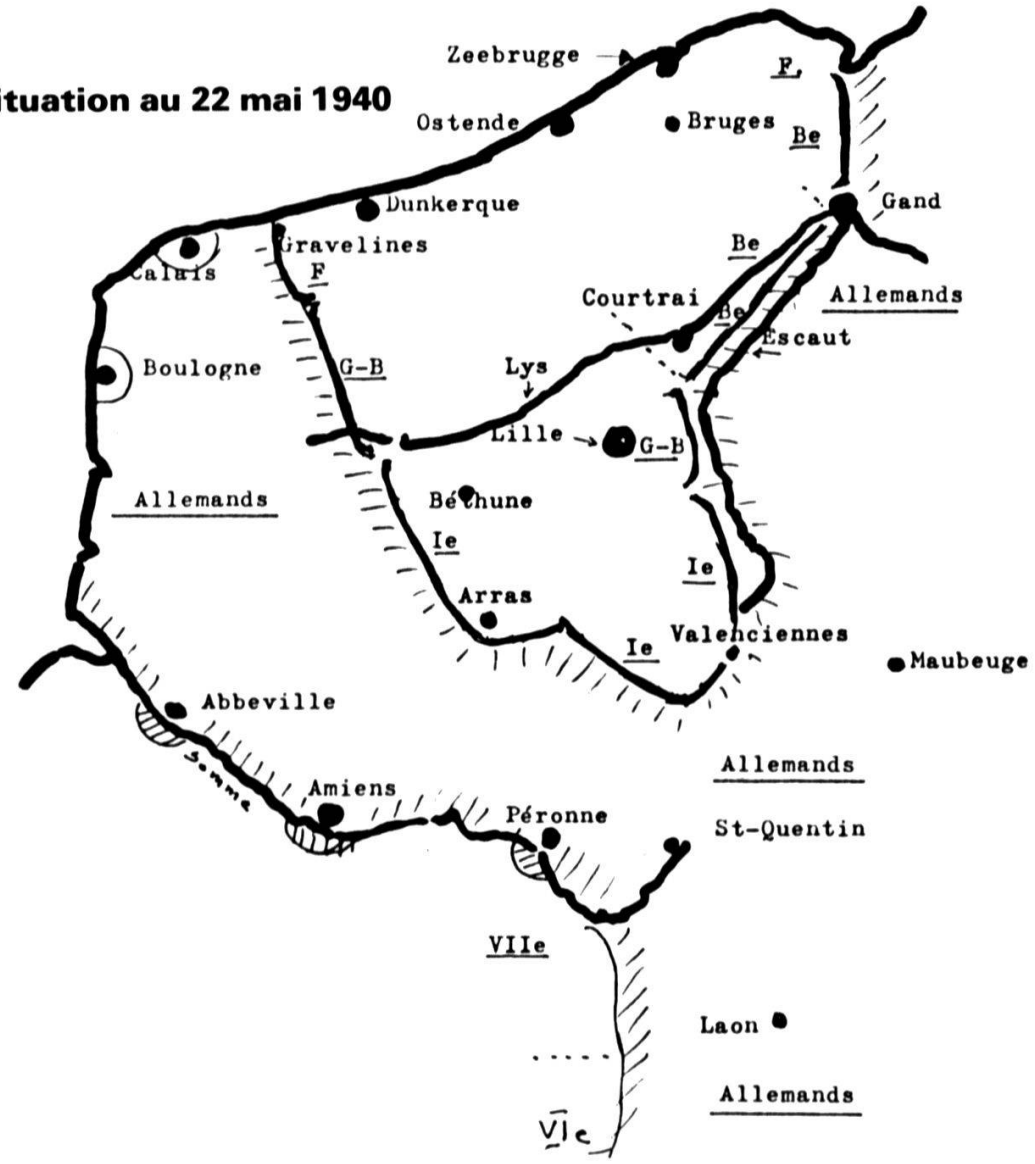
## La guerre

Il n'est pas question de retracer ici le déroulement des opérations, mais de mettre en évidence quelques faits essentiels à la compréhension des événements ultérieurs.

### La percée

L'attaque allemande du 10 mai provoqua la mise en application du plan Dyle prévu par Gamelin. Il fit pivoter le Groupe d'armées 1 autour de Sedan, charnière qui était à la limite de la IX^e^ armée du général Corap et de la II^e^ armée du général Huntziger. Ce plan était un compromis entre le désir de défendre la plus grande partie du territoire belge et celui d'avoir la meilleure défense possible (il s'agit de se défendre et non d'attaquer l'Allemagne). La ligne de la Dyle était une expression géographique, mais ne correspondait à aucune ligne fortifiée. Le 13 mai, les Alliés atteignent, fourbus, cette ligne qui s'étend de Bréda à Sedan. Gamelin a massé douze divisions sur un front de moins de 50 km allant de Namur, au sud, à Wavre, au nord. Couverte par les Ardennes, la zone comprise entre Sedan et Namur est moins fortement tenue, surtout dans la partie sud. Or c'est dans cette région que les Allemands vont attaquer en force. Le 14 mai, les sept divisions de Panzer débouchent des Ardennes. La percée est réalisée à Sedan, la IX^e^ armée va cesser d'exister, et la II^e^ armée, sérieusement malmenée, entame un repli vers l'est. A la fin de la journée, les Allemands ont percé une brèche de plus de 50 km de large dans le front français, brèche qu'ils ne vont pas tarder à élargir. Par cette brèche, 1800 chars se ruent en direction de Péronne et de Cambrai, menaçant d'encercle-

**Situation au 22 mai 1940**




15 mai: Capitulation des P.-B.; à Sedan, la brèche a 50 km. Gamelin informe Daladier qu'il n'a plus de réserves.
La route de Paris est ouverte.

17 mai: Gamelin considère la situation comme perdue.

18 mai: Paul Reynaud demande au maréchal d'accepter la vice-présidence du Conseil des ministres.

19 mai: Lord Gort envisage le rembarquement de son armée.
Le soir, Weygand est nommé généralissime.

27 mai: L'armée belge capitule.

30 mai au 2 juin: Embarquement des Anglais à Dunkerque.

4 juin: les Allemands entrent à Dunkerque.

ment tout le Groupe d'armées 1. Gamelin ne perçoit pas le danger et ce n'est que 48 heures plus tard qu'il rédige sans l'envoyer l'ordre de repli au Groupe d'armées 1. Quant aux divisions cuirassées, engagées en Belgique, la première aura cessé d'exister le soir du 15 mai et la seconde, après

maints ordres et contre-ordres, sera, quatre jours plus tard, à moitié détruite.

Le soir du 15 mai, au cours d'une conversation téléphonique avec Daladier, ministre de la Guerre, le général Gamelin avoue qu'il ne dispose d'aucune réserve entre Laon et Paris et que c'est la destruction de l'armée française. Daladier et Gamelin demandent à Churchill un appui plus intensif de l'aviation anglaise. Churchill accepte, mais les avions anglais resteront où ils sont. Le combat peut présenter diverses péripéties, durer plus ou moins longtemps, néanmoins son issue ne laisse aucun doute au soir du 15 mai, la guerre est perdue. Le miracle de la Marne avait été possible parce que le front était resté uni; en 1940, le front uni a cessé d'exister le 15 mai.

## Le monde politique

Le ministère Daladier qui avait déclaré la guerre, le Parlement se bornant à voter les crédits nécessaires, fut renversé le 21 mars 1940. On lui reprochait sa mollesse, l'inaction de l'armée. Daladier avait estimé qu'il fallait d'abord fabriquer un armement moderne et équiper les troupes avant d'agir. Le 23, Paul Reynaud forme le nouveau ministère. Au vote d'investiture, il ne recueille qu'une voix de majorité (268 voix contre 156 et 111 abstentions). Les hommes politiques se montrent incapables de surmonter leurs divisions, pour réaliser «l'union sacrée», groupant tout le monde derrière le gouvernement. Elu avec une voix de majorité, le gouvernement Reynaud est en quelque sorte toléré, ce qui ne va pas renforcer son autorité morale.

Le soir du 15 mai, Paul Reynaud décide de rappeler le maréchal Pétain à Paris. Pendant toute la durée de la guerre d'Espagne, à la suite de la politique du Front populaire, les relations entre le général Franco et la France étaient glaciales; pire, elles n'existaient pas. Redoutant de devoir combattre sur le front des Pyrénées en cas d'attaque allemande, le gouvernement de Paris demanda au maréchal Pétain d'accepter le poste d'ambassadeur en Espagne à la suite du rétablissement des relations diplomatiques avec Madrid dû au ministre des Affaires étrangères, Georges Bonnet. Le maréchal accepta et quitta Paris le 15 mars 1939. A fin juillet 1939, M. Lequerica, ambassadeur d'Espagne à Paris, annonça à Georges Bonnet que l'Espagne resterait rigoureusement neutre en cas de conflit. Pendant la drôle de guerre, des usines espagnoles travaillèrent pour la France.

A son arrivée à Paris, en mai 1940, le maréchal est accueilli comme un sauveur et Paul Reynaud le nomme vice-président du Conseil des ministres. Une des premières préoccupations de Pétain est de consulter la carte du front qui lui fait mauvaise impression. Désirant être mieux informé, il se rend à Vincennes, auprès de Gamelin,

puis à La Ferté-sous-Jouarre où le général Georges a établi son poste de commandement. Il est atterré par ce qu'il constate. A son avis, le général Gamelin n'est pas à la hauteur, ce n'est pas un chef.

Le 16 mai, Paul Reynaud rappelle de Beyrouth le général Weygand. Le 17 mai, Gamelin avise Paul Reynaud qu'il convient, dès à présent, d'envisager l'armistice. Le 19 mai, Weygand arrive à Paris et, à 19 h 30, après une conversation avec Paul Reynaud, il accepte de remplacer le général Gamelin. Ce soir-là, les Allemands sont devant Amiens. La I^re^division cuirassée française a cessé d'exister, la II^e^ n'a plus que 20 chars B et 20 chars Hotchkiss, la III^e^ 15 chars B et 20 Hotchkiss et la IV^e^ une trentaine de chars B.

**Frictions entre alliés**

A partir du 23 mai, Lord Gort, commandant le Corps expéditionnaire britannique, commence à se désolidariser de la bataille livrée par le Groupe d'armées 1 pour échapper à l'encerclement en attaquant face au sud. Le 25 mai, il refuse de prêter son concours au général Blanchard qui doit décommander la manœuvre prévue. Le 26 mai, les soldats anglais commencent à affluer à Dunkerque, et Calais tombe aux mains des Allemands. Ce même jour, Lord Gort reçoit de son gouvernement l'ordre formel de gagner la côte. Les Anglais estiment que la guerre est perdue et ils retirent leurs soldats. Le 27, l'amiral Auphan s'étonne de constater que, depuis 10 jours, l'amirauté prépare l'évacuation des soldats anglais mais que la France n'a pas été tenue au courant. Les incidents se multiplient. Des Français montés sur un bateau anglais sont jetés à la mer. Ceux qui battent en retraite en direction de Dunkerque trouvent des routes barrées par des camions anglais abandonnés après avoir été mis hors d'état. Le 2 juin, les Anglais ont évacué tous leurs soldats alors qu'il reste entre trente mille et quarante mille Français qui attendent leur évacuation sous les bombardements et les attaques aériennes. En fin de compte, environ 215 000 Anglais et 115 000 Français (sur 380 000) auront pu gagner la Grande-Bretagne, abandonnant tout leur matériel. L'affaire de Mers-el-Kébir renforça une certaine anglophobie chez bien des Français. Quand Churchill refusa d'envoyer d'autres avions en France le 5 juin, il agit en chef qui estime la bataille de France perdue et ne pense qu'à sauver son armée, même au détriment de l'allié. Le 9 juin, il oppose un nouveau refus à une demande de navires pour évacuer éventuellement des Français en Afrique du Nord. Aussi, lorsque, le 16 juin, Churchill propose de réaliser une Union franco-britannique, les ministres réagirent négativement. La France ne doit pas devenir un dominion pour Camille Chautemps. Ce que le gouvernement attend de l'Angleterre, c'est une aide, des troupes, des avions.

## La bataille de France

A la veille de la bataille de France, le 4 juin, le général Weygand dispose de 43 divisions d'infanterie, dont une anglaise, de trois divisions cuirassées et de trois divisions légères de cavalerie sur le front qui va de la mer à Longwy. Ces unités, éprouvées par la bataille qui vient de se dérouler, ne sont pas complètes et manquent de matériel, en particulier de canons antichars. Quant aux blindés, on n'avait pu combler qu'une faible partie des vides causés par la campagne de Belgique. De la Moselle à Bâle, derrière la ligne Maginot, il y avait 17 divisions. On tentait en outre de reconstituer à l'arrière quelques unités de réserve. L'aviation disposait de 400 chasseurs modernes frais sortis d'usine ou achetés aux Etats-Unis et de 70 bombardiers modernes eux aussi.

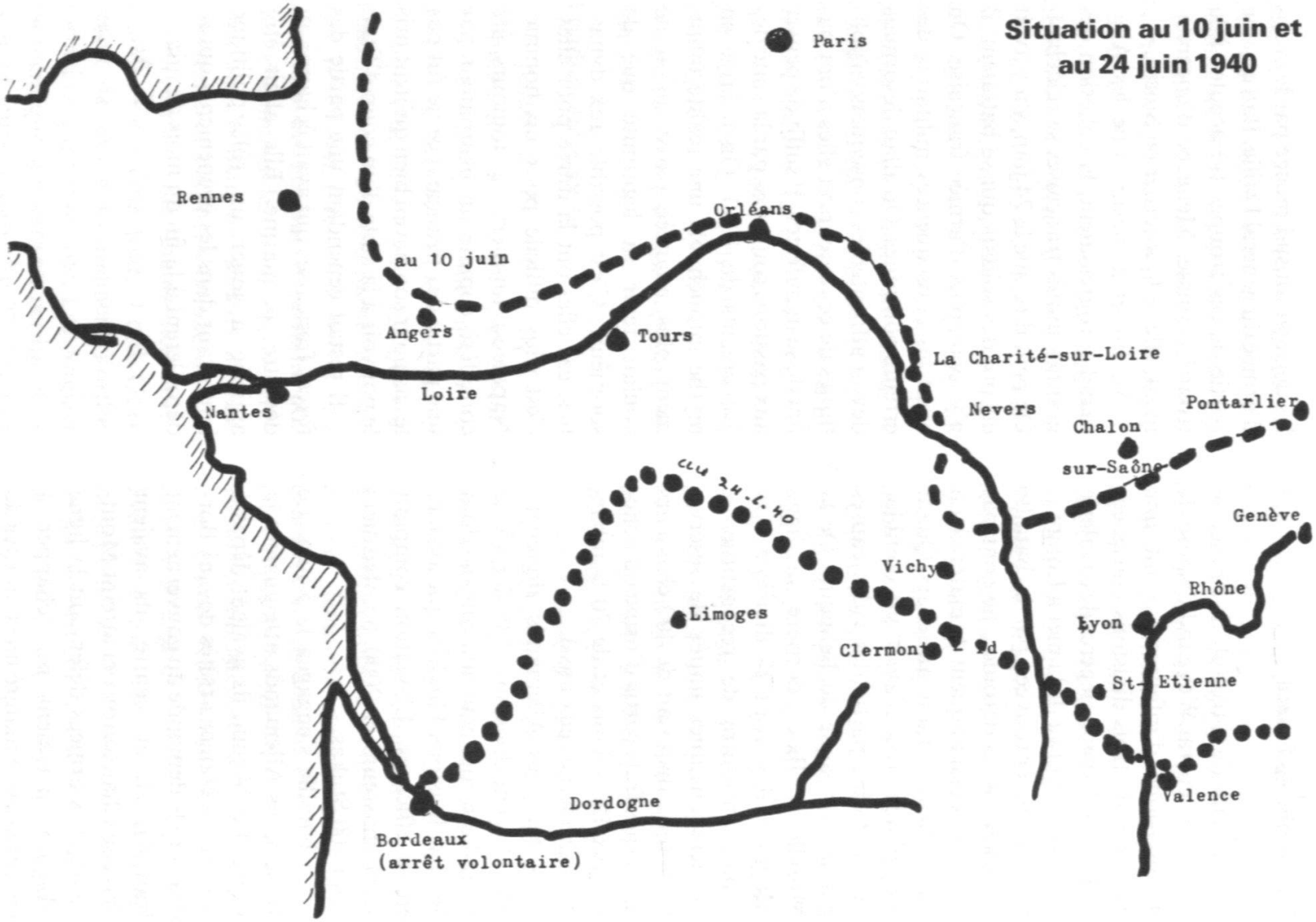
En face, les Allemands alignaient plus de cent divisions (138 d'après le Grand quartier général français) dont les dix divisions blindées qui avaient été si efficaces. L'aviation comptait 1500 chasseurs et 2000 bombardiers dont 500 Stukas.

La bataille s'engagea le 5 juin. Le 10 juin, les Allemands atteignaient la Loire. Le 24 juin, ils avaient dépassé Valence, s'étaient arrêtés devant Bordeaux (à la demande du gouvernement français) et, au centre, ils avaient dépassé Châteauroux et atteint Montluçon. Les armées défendant la ligne Maginot n'avaient pu échapper à l'encerclement malgré une tentative de les dégager au sud menée par le corps d'armée du général Daille. Battue, une partie de ces troupes fut acculée à la frontière suisse. Menacée d'encerclement, elle se fit interner en Suisse.

Au fur et à mesure que les Allemands progressaient, la cohésion des grandes unités françaises se relâchait. On peut dire que le 24 juin, s'il y avait encore des soldats qui se battaient, il n'y avait plus d'armée française. On avait les conséquences militaires des erreurs politiques. On allait désormais devoir affronter les conséquences politiques de ces erreurs et elles n'ont pas fini de se manifester. Il suffit de penser aux passions soulevées par la suite des événements de 1940. On a érigé en mythe intouchable une réalité infiniment plus nuancée parce qu'on ne voulait tenir sa légitimité que de soi-même. C'est possible aux dynasties, car elles ont la durée pour elles; c'est plus difficile pour un homme. Napoléon lui-même a toujours été considéré comme un usurpateur par une partie des Français; ce ne fut pas le cas pour son neveu bien qu'il ait pris le pouvoir à la suite d'un coup d'Etat.

Il restait cependant une partie des forces françaises qui avait échappé au désastre, la marine. Elle allait être appelée à jouer un rôle politique important dans les événements qui se déroulèrent à la fin du mois de juin.

F. Ae.




**Situation au 10 juin et au 24 juin 1940**

## Annexe 1

### Des généraux et leur année de naissance

| | | | |
|---|---|---|---|
| Dentz | 1871 | von Rundstedt | 1875 |
| Prételat | 1874 | von Leeb | 1876 |
| Altmayer R. | 1875 | von Bock | 1880 |
| Billotte | 1875 | List | 1880 |
| Georges | 1875 | von Kleist | 1881 |
| Besson | 1876 | von Küchler | 1881 |
| Blanchard | 1877 | von Witzleben | 1881 |
| Corap | 1878 | von Kluge | 1882 |
| Giraud | 1879 | Reichenau | 1884 |
| Prioux | 1879 | Busch | 1885 |
| Réquin | 1879 | Kesselring | 1885 |
| Huntziger | 1880 | Hoeppner | 1886 |
| Frère | 1881 | Schmidt | 1886 |
| Koeltz | 1884 | von Manstein | 1887 |
| de Montsabert | 1887 | Reinhardt | 1887 |
| Juin | 1888 | Guderian | 1888 |
| De Lattre | 1889 | Rommel | 1891 |
| Larminat | 1895 | Guillaume | 1895 |
| Koenig | 1898 | Salan | 1899 |
| Leclerc | 1902 | Lord Gort | 1886 |

## Annexe 2

### La ligne Maginot

On emploie parfois cette expression pour désigner l'ensemble des fortifications qui défendaient la frontière française de la région de Bâle à Longuyon. La ligne Maginot proprement dite n'est qu'une partie de cet ensemble. En outre, il faut tenir compte qu'entre le projet et la réalisation, les gouvernements opérèrent des coupes dans les crédits prévus comme ils le firent avec l'armée en diminuant les effectifs et, surtout, ceux des cadres. On diminua le nombre des ouvrages. Le Rhin était défendu par deux lignes de casemates destinées à être occupées par l'infanterie. Puis partant du Rhin, en direction de l'ouest, s'étendait le premier secteur de la ligne Maginot, long de 75 km, comportant une série de puissantes fortifications qui s'enfonçaient jusqu'à 30 m sous terre. Tout avait été fort bien conçu. On avait même prévu de pouvoir battre le sommet des forts si des ennemis s'y posaient. Ce qui arriva au fort belge d'Eben-Emael ne serait pas arrivé ici. Ce secteur portait le nom de Région fortifiée de la Lauter. Plus loin, un second secteur, la Région fortifiée de Metz, s'étendait jusqu'à Longuyon sur une longueur de 90 km. Entre les deux secteurs, il y avait une région large de 40 km, la zone des Etangs, où un système de barrages permettait des inondations. Par la suite, on construisit quelques ouvrages dans cette zone. Les deux secteurs étaient tenus par des troupes de forteresse spécialement formées et, plus en arrière, il devait y avoir des divisions d'intervention car la ligne Maginot, dans l'esprit de ses créateurs, devait aussi bien assurer la défense de la frontière que constituer une base pour le point de départ d'une offensive.

Par la suite, on créa deux autres zones plus légèrement fortifiées, l'une couvrant la région de Montmédy et se terminant à l'est de Sedan, l'autre couvrant Maubeuge et Valenciennes. Enfin, pendant la drôle de guerre, on construisit des blockhaus dans les régions qui n'étaient pas fortifiées. En 1940, la ligne Maginot proprement dite ne fut pas prise par les Allemands. La zone des Etangs fut franchie après de sévères accrochages, les troupes d'intervention battant en retraite pour tenter d'échapper à l'encerclement.

A Montmédy et à Valenciennes, la défense fut submergée, mais les Allemands durent renforcer leur effectifs. Les casemates du Rhin ne furent pas prises à partie. Quant aux blockhaus, ils ne servirent à rien. La ligne Maginot a symbolisé la stratégie de défense parce qu'on ne lui a attribué aucune autre mission.

## Annexe 3

Divers

Dans l'Avant-propos de ses *Mémoires*, le maréchal Juin relève l'état d'impréparation de l'armée. L'aviation d'assaut (bombardiers en piqué) avait été réduite à l'état de prototypes pour des raisons budgétaires, par crainte d'avoir trop de matériel périmé. Trop de chefs n'avaient pas évolué et certains avaient une conception statique et erronée de l'emploi des chars, l'esprit d'initiative et l'esprit offensif ont trop souvent fait défaut. Gamelin n'a pas été l'homme de la situation et porte une part de responsabilité dans la défaite. La

manœuvre en tenaille qu'il avait fini par prévoir, quarante-huit heures trop tard, avait des chances de succès; mais il aurait fallu donner l'ordre, et le donner plus tôt. Quand son successeur sera en mesure de donner l'ordre, il sera trop tard et la défection anglaise bouleversera les plans.

***

En juin 1940, le général de Gaulle, alors membre du gouvernement, donna l'ordre à la Marine d'étudier l'évacuation de 900 000 hommes en Afrique du Nord en 45 jours. Cette étude ne fut jamais faite car elle était impossible: il fallait huit jours pour transporter une division et son matériel en Afrique du Nord, sans intervention adverse.

***

Le président Daladier fut renversé parce qu'on lui reprochait de rester passif. A cela, il répondit qu'il tenait à fournir le plus de matériel possible aux troupes avant de les lancer dans la bataille.

***

### Dépenses allemandes:

| Année fiscale | Dépenses pour l'armement (Milliards de marks): | Autres dépenses |
|---|---|---|
| 1934 | 4 | 17 |
| 1935 | 4 | 10 |
| 1936 | 6 | 11 |
| 1937 | 8 | 13 |
| 1938 | 18 | 15 |

(Extrait d'un manuel d'histoire français.)

**Annexe 4**

### Les pertes

Du 10 mai à l'armistice, les Allemands ont eu: 27 074 morts, 18 384 disparus, 111 034 blessés.

Pendant la même période, les pertes françaises ont été évaluées, dans la *Revue historique de l'armée* (1946), à:
120 000 morts, 250 000 blessés,
1 900 000 prisonniers,
et 3500 ouvrages d'art ont été détruits, dont 2500 ponts, 1600 brèches ont été ouvertes dans les voies ferrées, 200 km de voies ont été arrachées, 500 ponts ferroviaires ont été mis hors d'usage, 26 tunnels sont effondrés et 5200 km de voies navigables sont hors service.

### Le bilan de Rommel

Le 20 juin, après la prise de Cherbourg, la 7e Panzerdivision est mise au repos et son chef, le général Rommel, fait le bilan des combats livrés à partir du 10 mai. Il est éloquent. Sa division a capturé la majorité des prisonniers faits par le Groupement Hoth, soit 97 468 prisonniers; il a pris 458 chars et véhicules blindés ennemis, 277 canons, 64 canons antichars, plus de 4000 camions et plus de 1500 véhicules automobiles.

Ses pertes ont été de: 682 tués, 1646 blessés, 266 disparus, 42 chars détruits.

### Principales sources consultées


Grand Larousse encyclopédique, 10 vol., éd. 1962;

Aron Robert, *Histoire de Vichy*, éd. Arthème Fayard;

Benoist-Méchain Jacques, *Soixante jours qui ébranlèrent l'Occident*, 3 vol., éd. Albin Michel;

Bonnet Georges, *Le Quai d'Orsay sous trois républiques*, éd. Arthème Fayard;

Céré Roger, *La Seconde Guerre mondiale*, éd. PUF;

Chastenet Jacques, *Vingt ans d'histoire diplomatique*, éd. du Milieu du Monde;

Chastenet Jacques, *Histoire de la Troisième République, tome VI, Le déclin de la Troisième*, éd. Hachette;

de Gaulle Charles, *Mémoires de guerre*, 3 vol., éd. Plon;

Lyet, Cdt Pierre, *La bataille de France*, éd. Payot;

Martinez José Agustin, *Les procès criminels de l'Après-guerre*, éd. Albin Michel;

Raïssac Guy, *Un combat sans merci*, éd. Albin Michel;

Weygand Maxime, *Souvenirs de guerre*, 3 vol., éd. Flammarion;

Rossier Edmond, *Du traité de Westphalie à l'Europe de Versailles*, Ed. Plon.


D'autres ouvrages ont été consultés, soit pour y chercher une précision, soit pour vérifier une allégation; certains ont été cités dans le texte afin de permettre au lecteur de vérifier.